

LGV, le dossier brûlant de la rentrée politique

Les opposants au projet d'un nouveau tracé entendent mettre la pression sur les élus. Ils se savent surveillés et regardent les arguments avancés, notamment ceux financiers.



(Photo thierry-daniel vidal)
5 sur 5

Le camion de la coordination 47 anti-LGV sillonne les communes concernées par le tracé RFF.

Pesant. Plus que la dinde et les marrons de Noël, le plat LGV va rester dans l'estomac des élus lot-et-garonnais. Dans les prochaines semaines, voire jours, ils devront dire s'ils engagent les deniers publics pour le tronçon Bordeaux-Tours long de 440 kilomètres. Car dans ce dossier, l'État n'a pas les moyens financiers de ses ambitions.

[Partager](#)

L'agglomération agenaise est certes séduite par le Grand Projet Sud-Ouest (GPSO), mais elle n'est pas d'accord sur le tracé proposé par Réseau ferré de France (RFF) quand le train débarque sur son territoire. Son choix porte sur une version qui coûte quelques millions d'euros de plus.

[Envoyer à un ami](#)

[Imprimer](#)

La bataille des chiffres

Depuis vendredi, nombre d'élus de la majorité du Conseil général doivent être dans l'expectative. Ils se sont vus présenter l'étude commandée - et que le Département a cofinancée -, par l'association ALternative LGV. Et là, les arguments et les chiffres parlent. Pour faire simple, entre le GPSO et le projet alternatif optimisé, c'est-à-dire la rénovation maximale de l'actuelle ligne, le différentiel temps entre Toulouse et Bordeaux est de six minutes.

Quant au coût, l'étude semble même minimiser les données de GPSO, puisqu'elle avance 7,2 milliards d'euros. Mais aujourd'hui, le devis approcherait les 10 milliards (1). À comparer aux 2,7 milliards avancés dans l'étude du cabinet Claraco pour la rénovation des voies existantes. La bataille des chiffres s'annonce terrible.

Autant de grains à moudre pour les opposants au GPSO, dont la conviction a été renforcée par le moratoire demandé par la ministre des Transports. Nathalie Kosciusko-Morizet donne priorité à l'entretien et la rénovation du réseau existant.

« Méfiance, les élections approchent », pointe cependant du doigt la Coordination 47. Elle ne compte pas « se laisser endormir. Nous allons poursuivre nos actions de terrain. Ce n'est pas un combat, mais une guerre. »

Étranges, les bulles du réveillon du 1^{er} de l'An pour les élus !